



Annuaire Français de Relations Internationales
AFRI 2000, volume I
Editions Bruylant, Bruxelles

MOZAFFARI Mehdi , "France-Scandinavie : Perceptions et relations", AFRI 2000,
volume I

Disponible sur <http://www.afri-ct.org/IMG/pdf/mozaffari-etudes2000.pdf>

Tous droits réservés - Centre Thucydide - contact : centre.thucydide@afri-ct.org

FRANCE – SCANDINAVIE :
PERCEPTIONS ET RELATIONS

PAR

MEHDI MOZAFFARI (*)

En politique étrangère, il existe d'un côté ce que l'on dénomme *environnement opérationnel* et de l'autre ce que l'on appelle *environnement cognitif* ou *psychologique*. Les perceptions relèvent de la deuxième catégorie et les relations de la première. L'homme d'État, les responsables politiques, n'agissent guère dans le vide. Ils – ou elles – ont intériorisé une carte mentale de l'environnement extérieur, ils – ou elles – sont dotés d'une vision du monde. C'est sur la base de cette vision que se formule en première analyse une doctrine de l'intérêt national. Dans les relations bilatérales, l'image réciproque joue un très grand rôle. Elle conditionne en grande partie la cadre et la qualité de ces relations; elle détermine leur caractère coopératif ou conflictuel. Une « bonne image », ou perception positive, constitue en quelque sorte une modalité de *soft power*, ou puissance douce. Elle est également l'un des moyens les plus économiques ou les moins onéreux pour la mise en œuvre d'une politique étrangère.

Lorsque plusieurs États forment un groupe homogène, ils ont tendance à ne pas prêter une attention particulière à l'image des autres membres du groupe; ils n'ont pas davantage tendance à se soucier à l'excès de leur image spécifique. Ces États sont en effet persuadés que l'ensemble du groupe poursuit les mêmes objectifs et adopte des comportements similaires. La perception est en effet rarement conjoncturelle. Elle est à l'inverse un produit de longue durée, taillé par l'histoire et façonné par des expériences cumulées.

En matière de perception, on rencontre à l'évidence deux pôles, celui qui émet l'image, ou pôle émetteur, celui qui la reçoit, ou pôle récepteur. Le pôle émetteur n'est pas toujours, n'est même jamais entièrement, maître de la qualité de la réception de l'image par le pôle récepteur. Celui-ci a toujours tendance à filtrer l'image que l'on lui transmet, en sélectionnant les éléments qui correspondent à sa propre compréhension ou encore à ses besoins.

Comment se présente l'image de la France reçue ou perçue par la Scandinavie, et vice versa? Un tel examen fait naturellement intervenir une troisième dimension, celle de l'observateur. Le lecteur, qui est lui-même un autre filtre, doit donc entrevoir les images projetées et perçues par les

(*) Professeur de relations internationales, Département de science politique, Université d'Aarhus.

acteurs principaux au travers du filtre que l'observateur laisse involontairement glisser entre les différentes couches d'images. Par pays scandinaves, on envisagera ici pour l'essentiel le Danemark, la Norvège et la Suède, en ajoutant quelques remarques sporadiques sur la Finlande, pays Nordique.

POSTURES RESPECTIVES DE LA FRANCE ET DES PAYS SCANDINAVES

Les pays scandinaves sont de petits États, en termes de population comme en termes de politique militaire. Ils ne sont pas pour autant des États faibles. Tout au contraire, on a affaire en termes réels à des États forts et consolidés, à des pays démocratiques, vivant en paix, avec un fort *consensus* social, fondé sur un système de justice sociale distributive. Ce sont également des États pacifiques, en particulier en raison de facteurs géopolitiques. Leur politique extérieure comporte de façon générale deux options : ou bien ils se tiennent à l'écart des conflits entre les grandes puissances, ou bien ils se rallient si nécessaire aux puissances qui leur paraissent les moins dangereuses, voire qui peuvent les protéger. Ces États démocratiques évitent toutefois de se rallier à des puissances non démocratiques. En un mot, la Scandinavie évoque aujourd'hui ce que l'illustre Florentin français appelait jadis « la force tranquille ».

Les relations entre la France et la Scandinavie ne soulèvent guère de problèmes. Entre elles, il n'a jamais existé de guerres ou de conflits majeurs. Elles ont même été fréquemment alliées. Ainsi de l'alliance franco-suédoise à l'époque de Richelieu. Notons au passage que l'illustre Cardinal est l'inventeur de concepts clés des relations internationales, tels que la *raison d'État*, et la *politique d'équilibre*, plus connue aujourd'hui sous l'étiquette américaine de *Balance of Power* – du bon vin français dans une bouteille de Whisky en quelque sorte. Le Danemark fut également l'allié de la France contre l'Angleterre lors de l'épopée napoléonienne, alliance qui lui coûtera très cher puisqu'il y perdra toute sa flotte en 1807. Ensuite, une alliance implicite s'établit entre la France et le Danemark dans les années 1860-1870. Les deux pays avaient alors un seul et même adversaire, Bismarck. Par la suite, ni la Première ni la Seconde Guerre mondiale, ni aucun conflit armé postérieur ne perturberont les relations cordiales entre la France et les pays scandinaves. Elles ne connaîtrons pas davantage de contentieux importants.

Les relations franco-scandinaves sont des relations *asymétriques*. Il s'agit toutefois d'une asymétrie bénigne et non autoritaire. Si l'on retient comme cadre d'analyse et d'explication la doctrine de l'*adaptation*, on constate que les politiques extérieures respectives des pays en cause peuvent reposer sur des logiques différentes. Rappelons qu'il existe quatre cas de figure d'adaptation : la *dominance* tout d'abord (1); la *balance* ou l'*équilibre* ensuite (2);

l'*assentiment* (3), et la *passivité* ou la *tranquillité* enfin. Le choix entre ces différentes options ou attitudes est fonction de plusieurs considérations, et notamment du degré d'*influence* que peut exercer un État, comme de son degré de *vulnérabilité*.

À cet égard, les différences entre la France et les pays scandinaves sont évidentes, sans empêcher toutefois de possibles points de rencontre. La France possède notoirement davantage de moyens d'influence, et elle est moins vulnérable militairement. Dans ces conditions, les options françaises, vont osciller, suivant les circonstances, entre la dominance et l'équilibre. Les attitudes scandinaves, en fonction des mêmes critères, seront plus proches de l'assentiment ou de la passivité – tranquillité. Lorsque la position française s'oriente vers la recherche de l'équilibre, elle se rapproche donc de la position scandinave et peut y trouver support et soutien.

Pour prendre un exemple récent, la décision du président Chirac de reprendre les essais nucléaires en 1995 fut perçue comme un acte tendant vers une politique de dominance. Elle provoqua en conséquence des mouvements de protestation, aussi bien populaires que gouvernementaux. Des manifestations folkloriques et sympathiques se déroulèrent en Scandinavie. On organisa même un rallye cycliste auquel prirent part le Premier ministre danois, avec sa casquette, et son épouse. On assista également au boycott de produits alimentaires français, ce qui provoqua une forte baisse de leurs prix, à la grande satisfaction des amateurs de fromages et de bons vins français.

IMAGES DE LA FRANCE DANS LES PAYS SCANDINAVES

S'agissant des perceptions, elles ne sont pas toujours en accord avec la réalité. Elles ne leur sont pas étrangères pour autant. Il convient de toujours tenir compte d'un certain écart, que nous allons maintenant tenter de mesurer. On peut le faire à partir de cinq images qui semblent résumer la perception de la posture de la France dans les relations internationales.

– La perception scandinave reste encore altérée par l'*image nationaliste* – on pourrait presque dire chauvine – qui subsiste de la France. Une telle image trouve sans doute son origine dans le fait que c'est la France qui, à la suite de la Révolution française en 1789, a inventé l'État-nation, en même temps qu'un nationalisme laïc et républicain. C'est du moins une interprétation. En réalité, la France ne paraît pas plus nationaliste que d'autres États européens. Elle n'est en toute hypothèse pas comparable à l'Allemagne entre 1870 et 1945, ni à l'Italie des années 1920-1940. N'est-ce pas au surplus le président Mitterrand qui a déclaré à la tribune du Parlement européen que « *le nationalisme conduit à la guerre* » ?

Il faut également tenir compte de l'image de la politique extérieure gaulle, toujours présente dans les mémoires. Le général de Gaulle, on le sait, faisait peur. Mais il faisait surtout peur aux grands, et non aux petits. C'est là où réside son véritable sens de la grandeur. Les petits États voyaient en lui, sinon un « sauveur », du moins un porte parole géant – mentionnons ainsi le discours de Brazzaville (1944), le discours de Pnom Penh (1966), et le fameux « vive le Québec libre ! » (1967). Les petits États qui ne redoutaient pas de Gaulle étaient cependant des États dominés, voire colonisés, soumis à la répression, en tous cas encore peu démocratiques.

En revanche, les petits États libres, démocratiques, prospères voyaient en lui un volcan incontrôlable, avec des agissements torrentiels imprévisibles. De Gaulle dérangeait ainsi les Scandinaves dans leur tranquillité. Au surplus, la rhétorique gaulle était d'une autre nature que celle que leurs opinions se sont habituées à entendre : la « gloire », la « grandeur », la « force de frappe », une capacité « tous azimuts », « l'ONU, ce machin » ! Un véritable feu d'artifice républicain. Ceci étant, les pays scandinaves sont aussi gaulles, si le gaullisme signifie la primauté de la sauvegarde de l'indépendance nationale. Mais ils sont des gaullistes *a minima*, sans être gaulles. Si l'usage privé des symboles nationaux, en particulier du drapeau national, pouvait être considéré comme un critère ou à tout le moins un indice des sentiments nationaux des peuples, il faudrait admettre que les pays scandinaves détiennent sur ce plan le record mondial. On peut difficilement voir ailleurs qu'en Scandinavie une pareille intensité dans la consommation, publique et privée, du drapeau national. Il est présent, en petits ou grands formats, dans tous les foyers et à toute occasion – naissance, mariage, décès, anniversaire, succès à l'examen, y compris permis de conduire.

Une telle chose est peu concevable en France. Combien de Français possèdent-ils un drapeau tricolore chez eux ? Très peu sans doute, peut-être même personne. Il est assez improbable que le président Chirac ou le Premier ministre Jospin aient à leur domicile privés un drapeau national et le hissent de temps en temps, ou le placent en réduction sur une table ou sur un gâteau d'anniversaire. Imaginons la réaction de leurs épouses respectives si un jour MM. Chirac ou Jospin se livraient à de telles pratiques : elles seraient probablement inquiètes de l'état mental de leurs illustres époux. En outre, on trouve dans le bureau des plus hauts personnages de l'État, en France, le drapeau de l'Union européenne à côté du drapeau tricolore. Une telle formule est encore impensable en Suède et au Danemark. La présence du drapeau européen dans les bureaux des *Statsminister* danois et suédois susciterait probablement des troubles politiques assez sérieux.

En réalité, il existe également chez les Scandinaves un sentiment de grandeur, mais une grandeur par substitution. Le Prix Nobel, attribué par l'Académie suédoise, en est une bonne illustration. Au Danemark, l'insigne le plus honorifique attribué aux chefs d'État étrangers est l'*Ordre de l'Élé-*

phant. Or, on le sait, l'éléphant n'est pas un animal typiquement danois. Il n'a existé et n'existe au Danemark que dans les parcs zoologiques. On aurait par exemple pu décorer les chefs d'État de l'*Ordre du Cygne*, symbole d'élégance et de magnificence éternisé par le grand Christian Andersen. Le choix de l'éléphant pourrait donc indiquer, certes de façon discrète, le désir danois de grandeur.

– La seconde image est celle de la *France révolutionnaire*. Une France qui a fait l'une des plus grandes révolutions du monde. Une révolution qui a aboli la monarchie. Or les trois pays scandinaves sont des monarchies, celle du Danemark est même la plus ancienne d'Europe. Et la Révolution française, contrairement à ce que disait François Furet, n'est pas complètement achevée. La preuve : écoutons *la Marseillaise* ! Un des plus beaux hymnes nationaux, le plus beau peut-être, surtout dans l'orchestration de Berlioz. Mais quelles paroles ! une incitation pure et simple à la violence et à la guerre. On pourrait même se demander dans quelle mesure, de nos jours, une telle incitation demeure légale. Certes, cette composante guerrière est maintenue dénuée de signification politique. Elle demeure malgré tout quelque part dans la mémoire des peuples. S'y ajoute l'impression que les Français sont particulièrement loquaces – mais un observateur engagé peut répondre que, lorsque l'on a la grâce de pratiquer une si belle langue, on peut bien le faire sans modération.

Cette France révolutionnaire, elle est également perçue comme restant jacobine, étatisée centralisée et élitiste. L'idée française de « domaine réservé » par exemple est certainement conforme à l'esprit de la Cinquième République. Elle est généralement admise et respectée par les Français. Elle est en revanche tout à fait étrangère à la conception scandinave du fonctionnement démocratique des institutions. S'opposent ainsi deux conceptions de la démocratie. La démocratie scandinave est, en même temps que démocratique, populaire (*Folkelig*), ce qui la distingue de la conception élitiste (*Elitaer*). D'où un décalage d'image entre la France et la Scandinavie sur les conditions d'élaboration et de conduite de la politique étrangère.

– La troisième image, c'est celle d'une *France qui résiste* aux velléités ou aux tentatives de domination sur l'Europe, d'où qu'elles viennent. D'où sans doute l'admiration de la France pour la Finlande, qui, avec sagesse, souplesse et perspicacité, avait réussi à préserver son indépendance. La Finlande fut ainsi le « choucho » nordique de la France. La ligne Paasikivi-Kekkonen, en parfaite harmonie avec la pratique du sauna qui tire le meilleur plaisir et profit de la combinaison de l'extrême chaud et de l'extrême froid, a été appuyée et soutenue par la France. Il est vrai qu'en échange ce pays demeure le pays nordique le plus francophile.

Une France également protectrice de l'identité européenne, réputée à ce titre vouloir contrebalancer le poids américain, sans provoquer pour autant une cassure transatlantique ou une rupture d'alliance avec les États-Unis.

Certes les Scandinaves – et en particulier le Danemark et la Norvège, membres de l'OTAN, cependant que la Suède en est en quelque sorte un membre camouflé – ne sont pas toujours sur la même longueur d'ondes que la France, dont on connaît la position nuancée au sein de l'Organisation. Ce décalage peut être expliqué par les séquelles de la guerre froide, toujours présentes. Durant cette période en effet, les États-Unis ont été perçus comme les seuls apporteurs qualifiés de sécurité, et l'Europe n'était pas sur ce terrain considérée comme une alternative crédible de sécurité.

La fin de la guerre froide a beaucoup modifié l'échiquier européen, y compris en Scandinavie. Les tentatives récentes d'« *européanisation* » de l'OTAN, combinées avec une nouvelle dynamique de l'organisation d'une défense européenne participent de ces évolutions. Les pays scandinaves demeurent sceptiques quant à la fiabilité de l'Europe en matière de sécurité et de défense, mais ce scepticisme tend à diminuer, ce qui n'est pas négligeable pour l'avenir de l'OTAN comme pour celui de l'Europe. Mais on retrouve notre cadre général d'analyse : la politique extérieure des petits États est généralement marquée par la prudence et par l'assentiment, particulièrement dans les domaines touchant à la sécurité nationale.

Il importe toutefois de souligner que la position de la France et son rang en Europe et dans le monde sont parfaitement respectés par les pays scandinaves. Son attitude modérée face aux récents développements dans le Golfe persique est également appréciée. En outre, les pays scandinaves sont conscients que l'Europe ne peut être construite sans l'idée et la volonté créatrice de la France, sans Jean Monnet, sans Robert Schuman et sans Charles de Gaulle – pas davantage que sans ce prodigieux axe Paris-Bonn, sur lequel est bâti tout l'actuel édifice européen. À cet égard, il faut bien noter que la première thèse en science politique au Danemark a été rédigée par le Professeur Erling Bjøl, en français, précisément sur ce thème de *La France devant l'Europe, avec le regretté Jean-Baptiste Duroselle comme membre du Jury*.

Les Danois n'ont certes pas oublié le « non » gaullien de 1963 à leur entrée dans l'Europe communautaire, même s'il avait un autre destinataire, en l'occurrence le Royaume-Uni. Tout le monde se souvient de la fameuse formule : « *Ne pleurez pas Mylord!* » adressée à Harold Mac Millan. Les Danois ont eu la sagesse de retirer aussitôt leur candidature, considérée dans le contexte de l'époque comme une annexe de la candidature britannique. Le retentissant « non » danois au référendum sur Maastricht fut peut être ainsi en quelque sorte une revanche des petits sur le grand défunt. Ce dernier « non » marqua aussi les limites scandinaves face à l'approfondissement accéléré de l'Union.

La tendance encore majoritaire en Scandinavie reste celle de l'Europe des nations, et non celle de l'Europe fédérale. Elle est également celle d'une Europe économique plus que politique. À l'exception de la Finlande, qui est

sur ce plan le pays nordique le plus euro-enthousiaste, le Danemark et la Suède demeurent eurosceptiques. Quant à la Norvège, fière de ses richesses pétrolières, elle préfère conserver ses prouesses montagneuses et ses préférences nord-atlantiques, prenant ainsi ses distances par rapport au continent. En un mot, les pays nordiques sont toujours tirillés entre deux pôles différents : un pôle de coopération exclusivement nordique, et cela malgré des insuccès répétés, et le pôle de l'Union européenne. Cependant, les choses semblent en train de basculer en faveur de ce second pôle. Le succès de l'Euro sera à cet égard déterminant.

– La quatrième image, c'est celle d'une France active dans le domaine de l'*intervention humanitaire*. Il est vrai que dans l'affaire des Grands Lacs par exemple, l'intervention française a été ressentie ici ou là comme une action camouflée, dont les objectifs n'étaient sans doute pas particulièrement humanitaires. En revanche l'intervention française en ex-Yougoslavie, surtout après le rééquilibrage de la position de Paris, a été hautement appréciée. Les Scandinaves s'y sont ralliés, et ce travail très utile se poursuit encore. À côté des interventions humanitaires militaires, les initiatives des ONG d'origine française comme *Médecins sans frontières* sont extrêmement bien perçues et accueillies en Scandinavie.

Dans le même esprit, mais sur le plan académique et théorique, les travaux des universitaires français dans le domaine de l'intervention humanitaire font leur chemin, attirant davantage l'attention des chercheurs scandinaves vers l'école française des relations internationales. Une école malmenée, voire vilipendée dans l'ère post-aronienne. On a ainsi redécouvert Antoine Rougier, qui avait dès 1910 admirablement formulé la « Théorie de l'intervention d'humanité », suivant l'intitulé d'un article qui mérite d'être connu. Les travaux plus récents sur le « droit » et même le « devoir » d'intervention humanitaire inspirent de plus en plus les chercheurs scandinaves.

– La cinquième et dernière image de la France est évidemment celle d'une fabuleuse *puissance culturelle*, du rayonnement éblouissant d'une culture exceptionnelle. Cette image est si connue et si éclatante qu'elle n'appelle aucun commentaire. Elle a même ébloui le soleil de minuit ! Si le cerveau de Descartes fut littéralement congelé dans le froid de Stockholm, s'il paya de sa vie les caprices matinaux de la reine Christine, la pensée française a pu triompher même sur les icebergs. La France a également été influencée par la culture scandinave. Montaigne a inspiré Ludvig Holberg, illustre Molière du Nord, mais le Danois Ole Romer a contribué, avec l'équipe de Piccard, à la construction de l'Observatoire de Paris. Carl Dreyer a produit en 1928 « *La passion de Jeanne d'Arc* », et chacun connaît le grand œuvre de l'architecte Von Spreckelsen, la Grande Arche de La Défense.

CONCLUSION

En conclusion, on doit constater que l'effondrement de l'empire soviétique a bouleversé l'architecture stratégique du monde comme la carte mentale de l'Europe et du monde. La construction européenne a rendu possible ce qui semblait impossible. L'Union européenne est surtout une *communauté* d'États, une entité post-Westphalienne dont les quinze images tendent à réduire leurs différences pour que chacune devienne le miroir de celles des autres. Elles conservent certes leurs particularités et chacune son narcissisme comme péché mignon. Dans le contexte de l'Union européenne, et même si l'Islande et la Norvège demeurent à l'extérieur du cadre institutionnel, les pays nordiques jouent un rôle essentiel dans l'extension de l'Europe vers la mer Baltique et vers l'Est. Les frontières de l'Union européenne touchent maintenant la Russie et même le continent américain avec le Groenland. En outre, le modèle scandinave peut grandement contribuer à l'amélioration de la construction européenne. Transparence, approfondissement de la démocratie au sein des institutions de l'Union, souci de la sauvegarde de l'environnement, renforcement de la dimension sociale sont parmi les apports scandinaves. Dans ces domaines la France peut toujours trouver parmi les pays nordiques des partenaires sincères et engagés.